



CONFÉRENCE HAITIENNE DES RELIGIEUX/SES

Rue M, # 13 (Turgeau), Port-au-Prince, Haïti Tél. : (509) 38 23 36 96; 40 77 80 32

«Faites tout ce qu'il dira, c'est l'heure» (Jean 2,1-11)

Port-au-Prince le 18 octobre 2019

Note de la Conférence Haïtienne des Religieux

« Dieu voit la souffrance de son peuple, il entend les cris que lui font pousser ses oppresseurs, car il connaît ses douleurs » (Ex 3,7).

Faisant suite à notre dernier message en date du lundi 30 septembre 2019 où nous avons clairement uni notre voix à celle de tous les secteurs clés de la nation, à ceux et celles qui refusent la corruption, les gains faciles, la contrebande, pour exiger de nos dirigeants de tirer les conséquences de leurs inconséquences en faisant preuve de sagesse et en écoutant la voix du peuple qui est la voix de Dieu ;

- Considérant aujourd'hui la crise humanitaire sans précédent dans laquelle le pays est en train de basculer ;
- Considérant qu'elle est la résultante d'une crise beaucoup plus profonde touchant les fondements mêmes de notre vivre-ensemble dans ses dimensions politiques, économiques, sociales et religieuses ;
- Considérant la faillite totale de nos institutions républicaines (l'exécutif, le législatif, le judiciaire), et la responsabilité de nos élites politiques, intellectuelles et économiques dans le pourrissement de la situation ;

Nous, religieux et religieuses, issu-e-s des entrailles du peuple, conscient-e-s de notre mission comme consacré-e-s, missionnaires et envoyé-e-s, surtout en ce mois missionnaire où le pape François nous invite à défendre la vie, la dignité de la personne humaine et à rechercher la paix et la réconciliation :

- Interpellons la conscience de tous et de chacun, en particulier le chef du pouvoir exécutif pour qu'il prenne acte de la gravité de l'heure et prenne en conséquence une décision sage pour Haïti.
- Lançons un vibrant appel au respect de la vie, de l'intégrité de la personne, en particulier les enfants, les malades, les vieillards, les handicapé-e-s, les femmes enceintes, ainsi qu'au respect du bien commun et du bien privé.

En raison de l'insensibilité et de l'indifférence des différents acteurs politiques face à l'avenir du pays, en raison du climat généralisé d'insécurité, nous nous retrouvons dans